



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

18/06/2026

Palestine : ce que la polémique autour de Nadav Lapid nous dit de l'idéologie coloniale de la « gauche » française

Placer à égalité colonisés et colonisateurs

Le festival international de cinéma de Marseille (FID Marseille) se tient tous les ans en juillet. Cette année, pour la 37^{ème} édition, les organisateurs ont décidé d'inviter des cinéastes palestiniens et du monde arabe. Ils avaient également décidé d'inviter Nadav Lapid, cinéaste « israélien ». A première vue, Nadav Lapid est « propre sur lui », il dénonce, d'une certaine manière l'ambiance idéologique délétère régnant dans l'État colonial sioniste. Mais il est financé par des organismes officiels de l'entité coloniale sioniste et participe à nombre des exhibitions culturelles organisées avec son patronage. Aussi, au début du mois de juin, en apprenant la participation de Nadav Lapid, douze cinéastes ont écrit à la direction du FID afin de retirer leurs films du dispositif. Voici un extrait de leur courrier expliquant très clairement leurs raisons : « *Le festival a choisi de consacrer une part importante de sa programmation à la Palestine et au monde arabe, dans un contexte marqué par bientôt trois années de génocide à Gaza, la poursuite de la colonisation de la Palestine, la logique de la terre brûlée au Liban ainsi que l'occupation de nouveaux territoires en Syrie. Et c'est dans ce contexte que nous refusons l'insistance des festivals à produire une symétrie, dans leurs invitations et leur programmation, entre productions Palestiniennes et Israéliennes. La direction du FID n'a pas voulu entendre "faute de temps", les arguments de cinéastes, productrices, producteurs et intervenants invités. Une programmation engage une vision du monde, c'est un geste politique, qu'elle le revendique ou non. Les récits palestiniens, les archives des luttes arabes et la mémoire des peuples colonisés ne peuvent être mobilisés comme de simples signes d'ouverture qui alimentent la bonne conscience. Le courage politique ne se mesure pas au nombre ni aux films programmés, mais à la capacité de prendre acte des rapports de pouvoir. C'est au nom de cette responsabilité que nous nous sommes mobilisés et que nous continuerons à refuser toutes les formes de normalisation qui mettent sur un même plan, colonisés et colonisateurs.* ».

Nadav Lapid a donc décidé de se retirer du festival, mais a utilisé, dans sa lettre de retrait, le terme de « *stratégie d'intimidation* » le « *réduisant à sa simple nationalité* ». Cet argument faux comme quoi il serait boycotté seulement parce qu'il est citoyen de l'entité coloniale sioniste ressemble comme un frère à celui des Sionistes assimilant la dénonciation de leur État colonial illégitime et criminel à de l'antisémitisme. Pourtant, ce retrait a suscité de très vives réactions, provoquant une levée de boucliers assez exceptionnelle de la part d'une certaine frange du cinéma d'auteur français et international. Le Monde et la gauche bien-pensante y sont allés de leurs vertes critiques. Ces gens ont ainsi montré leur incompréhension ou plutôt leur refus de comprendre la question coloniale en Palestine, et en général. Comme l'écrivent les cinéastes dans leur lettre au FID Marseille : « *Placer côte à côte, dans un même espace de représentation, des récits palestiniens et israéliens, comme s'ils relevaient d'une stricte équivalence, efface les rapports de pouvoir, l'Histoire et les conditions matérielles desquels ces récits émergent. Cette mise en parallèle affirme une égalité de position mensongère.* ».

Depuis des décennies, les institutions culturelles européennes se donnent pour mission de créer des espaces de dialogue entre Palestiniens et Israéliens, au nom de la coexistence et de la compréhension mutuelle. Présentées comme des initiatives artistiques, ces rencontres lavent le bain de sang et ne remettent pas en cause le rapport colonial. Depuis, des générations de cinéastes palestiniens et arabes résistent à ces dispositifs engagés par le processus de Barcelone de 1995. L'État colonial sioniste mène depuis des années une stratégie d'image internationale, le « Brand Israël » mobilise la culture comme outil de communication. Financer les voix dissidentes fait partie de cette stratégie : permettre à des cinéastes critiques de circuler dans les espaces culturels

européens afin d'entretenir l'image d'une démocratie vivante, tant que ces voix ne remettent pas en cause le projet sioniste lui-même.

Lorsque les dominés refusent de partager un espace avec le représentant d'un État les opprimant, le dominant est souvent présenté comme victime de censure. Cette inversion des rôles n'est pas un accident mais sert à discréditer la résistance à la normalisation. Encore une fois, le débat se déplace de la Palestine vers la liberté d'expression, et les Palestiniens doivent justifier leur refus au lieu d'être entendus.

En France, les voix palestiniennes et les actions de solidarité avec la Palestine libre ont toujours subi une violente répression ne cessant de se renforcer : accusations d'apologie du terrorisme, poursuites, interdictions de manifestations, marginalisation médiatique et culturelle. Dans le même temps, des artistes de l'entité coloniale sioniste critiques de leur société ont bénéficié d'une visibilité considérable. Cela fait partie de la stratégie de l'impérialisme français : donner de la voix aux « critiques » de la société sioniste, limitées le plus souvent à celle de son gouvernement « d'extrême-droite » ou, encore, comme Lapid, s'attarder sur l'état moral de la société coloniale sioniste en plaignant ceux qui doutent, mais sans jamais évoquer le sort des colonisés. Et tout cela en faisant taire au maximum les voix des colonisés dénonçant le génocide. Les institutions culturelles françaises décident régulièrement qui peut parler de la Palestine, et depuis quelle position. C'est une attitude colonialiste ; nous avons là une parfaite photo de la vision de la majorité de la « gauche », politique ou culturelle, en France, sachant mieux que les peuples colonisés ce qui est bon pour eux, et cela peut aller jusqu'à interdire ou limiter leur parole, en promouvant celle de tenants de l'impérialisme occidental. Les cinéastes concluent leur texte par cette phrase : « *Aujourd'hui, notre priorité n'est pas de produire des images de coexistence, mais d'agir contre une réalité coloniale et génocidaire approuvée.*

Le boycott culturel est l'outil de solidarité le plus concret. ».

Le sens du boycott

Fonds de coproduction avec l'Israël Film Fund¹[1], présentation aux Ophirs, équivalent israélien des Césars dont le vainqueur représente automatiquement l'entité coloniale sioniste aux Oscar, participation au Festival du Film Israélien de Paris, événement soutenu par l'ambassade d'Israël en France... Plusieurs éléments liés à la production et à la promotion de son dernier film, *Oui*, rattrapent aujourd'hui Nadav Lapid et expliquent le positionnement de plusieurs cinéastes et collectifs de militants en France, parmi lesquels ***La Palestine sauvera le cinéma***, menant depuis plusieurs mois une campagne salutaire en faveur du boycott culturel, intitulée « Pas de cinéma sans boycott ». Dans un texte écrit en réponse aux différentes tribunes de soutien au cinéaste sioniste, le collectif a rappelé le fait – décisif pour comprendre l'affaire « *en continuant à collaborer avec les institutions israéliennes (alors même qu'il n'en a pas la nécessité), Nadav Lapid participe à une vitrine essentielle de la stratégie de normalisation menée par l'État israélien* », qui consiste notamment à utiliser certaines voix contestataires comme des cautions démocratiques à l'international.

Ce que met en œuvre la « gauche culturelle », est une remise en cause du boycott, en en détournant les raisons et les objectifs, afin d'empêcher l'apparition du vrai clivage entre ceux remettant en cause l'existence de l'entité coloniale sioniste et ceux acceptant son existence. Ce clivage est très visible dans la répression d'État en France vise les premiers seulement. D'ailleurs, la direction du FID Marseille a refusé la proposition de l'association ***La Palestine sauvera le cinéma*** d'organiser en son sein un débat intitulé "*Pourquoi boycotter la culture ?*", qui aurait été construit avec les équipes du festival et ouvert aux professionnels comme au public. La polémique de cette même « gauche culturelle » a été présentée le 6 juin 2026 par un des canaux officiels de l'impérialisme français, *Le Monde* comme un affrontement entre partisans du dialogue et tenants de la menace et de la censure ; pire, comme une campagne menée contre un réalisateur de l'entité coloniale sioniste, sur le simple fait de sa nationalité.

C'est pourquoi il est important de redire ce qui fonde le boycott culturel. Le boycott culturel n'est pas une censure, mais l'expression d'un refus politique. La censure vient d'un pouvoir interdisant, le boycott vient d'une population qui refuse. Le boycott ne confisque pas la parole d'un artiste, ne détruit pas, ne fait pas taire: il conteste les conditions institutionnelles dans lesquelles cette parole est financée, promue ou utilisée. Et Nadav Lapid n'est pas mis en cause en raison de sa nationalité ; le boycott culturel ne vise pas les artistes en raison de leur nationalité ni de leurs opinions personnelles. En débat ici c'est la réalité de son inscription dans des dispositifs institutionnels et politiques de l'état israélien. Réduire cette question à une attaque contre un individu permet donc encore une fois d'éluder le véritable enjeu concernant les institutions, les financements et les dispositifs de représentation culturelle liés à un État puis les liens et le rôle que les cinéastes entretiennent avec eux. Le boycott culturel existe non parce que les artistes seraient responsables des crimes commis par leur gouvernement, ni parce que certaines œuvres devraient être interdites, mais parce que les institutions culturelles, les systèmes de financement et les politiques de diffusion jouent un rôle concret dans les stratégies de légitimation des États.

Ce débat traverse aujourd'hui le monde du cinéma français et ne devrait pas porter sur le droit de créer ou de montrer des films, parce que ce n'est pas de cela dont il s'agit. Il porte sur la responsabilité des cinéastes et des institutions culturelles face à l'appel au boycott lancé par le peuple palestinien et sa Résistance, et également sur notre capacité collective à dénoncer les liens entre culture, financement et pouvoir. La question est de savoir si les institutions culturelles et les bénéficiaires de ces institutions, en l'occurrence ici, les cinéastes, peuvent continuer à fonctionner comme si de rien n'était lorsqu'un génocide et des politiques coloniales menés en toute impunité par l'État colonial sioniste sont documentés quotidiennement et que les appels à rompre avec les mécanismes de normalisation de cet État se multiplient à travers le monde.

Le boycott culturel répond précisément à cette question. Non par la censure, mais par un refus de la normalisation. Non contre les artistes en raison de leur nationalité, mais contre les institutions et les mécanismes contribuant à rendre acceptable ce qui ne devrait pas l'être. Ce débat politique, le monde du cinéma refuse de l'affronter lorsqu'une polémique relayée comme une traînée de poudre substitue la question de la nationalité à celle des institutions.

En conclusion

Il en est des milieux culturels de « gauche » comme des milieux politiques. Dans leur grande majorité, ils refusent d'analyser correctement la situation coloniale en Palestine. Et la raison en est simple, ils sont indélébilement marqués par l'héritage idéologique de la colonisation, de l'impérialisme français, des « Lumières » de Voltaire. Les mêmes dénigrent le Hamas ou la Résistance armée, expliquant aux Palestiniens qui doit organiser la résistance et comment. Les mêmes encore parlent de paix et non de libération nationale de la Palestine. Les mêmes parlent de « solution à deux États » permettant de facto le maintien de la colonisation. Ce sont enfin les mêmes qui essaient de nous vendre des sionistes de gauche, quand la Cour suprême de l'État colonial sioniste, foyer de l'opposition à Netanyahu, vient de rejeter l'appel du docteur Hossam Abu Safiyya et a ordonné la poursuite de sa détention illégale, tout en sachant qu'il est détenu dans des conditions abominables et soumis à des tortures de manière régulière.

Ce poids du colonialisme idéologique en France, influence, certes différemment, la « gauche » comme la « droite », explique que le mouvement de solidarité avec la libération de la Palestine est bien plus faible en France que chez nos voisins d'Italie, d'Espagne, de Belgique ou du Royaume Uni. L'affaire Nadav Lapid n'est qu'un exemple de plus démontrant ce poids.

Les Résistants palestiniens et Libanais combattent le même ennemi qui nous opprime : l'impérialisme occidental. Leur victoire serait un signal fort pour notre propre émancipation. Un peuple luttant pour sa libération nationale, contre une créature des impérialistes occidentaux, lutte aussi contre la colonisation et ses présupposés idéologiques qui gangrènent aujourd'hui l'ensemble de la « gauche » française.

Pour le Parti Révolutionnaire Communistes, le combat de la Résistance palestinienne, affrontant directement la pointe avancée de l'impérialisme occidental est vital pour les prolétaires de l'ensemble de la planète ; les Palestiniens sont un peuple acteur de sa propre histoire, en lutte contre le sionisme, l'impérialisme et la réaction, en faveur de sa libération nationale, un long combat dont nous devons reconnaître la centralité et le caractère stratégique pour notre propre émancipation.

L'État colonial sioniste tombera, c'est le sens de l'histoire ; et la Palestine sera libre de la mer au Jourdain !

1[1] Equivalent du CNC en France, financé par l'État colonial et la mairie de Tel Aviv.